



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Épinal, le 09/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRANDIDIER

1 route de Moriville
88330 Rechaincourt

Références : S-24-1104RP

Code AIOT : 0006202420

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2024 dans l'établissement GRANDIDIER implanté 1 route de Moriville 88330 Rechaincourt. L'inspection a été annoncée le 09/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle du respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure n° 069/2024/DREAL/UD88 du 29 janvier 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANDIDIER
- 1 route de Moriville 88330 Rechaincourt
- Code AIOT : 0006202420
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement GRANDIDIER exploite à REHAINCOURT une installation de collecte, tri, transit et regroupement de déchets dangereux.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement a été autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 809/2000 du 17 avril 2000 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription)
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets des effluents	AP de Mise en Demeure du 29/01/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Rejets des effluents	AP de Mise en Demeure du 29/01/2024, article 1	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Contrôle de la qualité des rejets	AP de Mise en Demeure du 29/01/2024, article 1	Levée de mise en demeure
4	Rejets des effluents	Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 5.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles de l'inspection en date du 03 octobre 2024 ont permis de vérifier les actions entreprises pour se conformer aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 069/2024/DREAL/UD88 du 29 janvier 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets des effluents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/01/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit transmettre à l'inspection, un schéma complet des réseaux d'alimentation en eau et des égouts.
Constats : Lors de la visite du 10 octobre 2023, l'inspection avait demandé à l'exploitant de présenter un plan des réseaux d'alimentation en eau et des égouts. L'exploitant a transmis à l'inspection le-dit plan mis à jour et correspondant à la visite terrain qui a suivie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Rejets des effluents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/01/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Décanteur-séparateur d'hydrocarbures
Prescription contrôlée : Sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit prendre les mesures pour que le regard du séparateur d'hydrocarbures, placé avant la sortie, puisse s'ouvrir et permettre la vérification de son bon fonctionnement. De plus, un dispositif d'obturation automatique arrêtant tout rejet dès que le séparateur est plein d'hydrocarbures doit être mis en place.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 10 octobre 2023, l'inspection n'avait pas pu vérifier que l'eau évacuée par les séparateurs d'hydrocarbures n'entraînait pas d'hydrocarbures car la trappe de visite du regard ne se soulevait pas.</p> <p>Lors de la visite du 03 octobre 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection avoir réalisé les travaux nécessaires pour que les regards de visite puissent être accessibles et ouverts sur les 4 séparateurs d'hydrocarbures présents sur le site. L'inspection a pu tous les faire ouvrir et a constaté l'écoulement de l'eau. Les séparateurs sont équipés de dispositif d'obturation automatique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Contrôle de la qualité des rejets

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/01/2024, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Accessibilité du dispositif de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, s'assurer que le dispositif de rejet est aisément accessible et aménagé de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 10 octobre 2023, l'inspection avait constaté que le dispositif de rejet vers le milieu naturel n'était pas accessible.</p> <p>Lors de la visite du 03 octobre 2024, l'exploitant indique avoir nettoyé et dégagé de la végétation envahissante le point de rejet pour permettre l'exécution de prélèvements. En effet, l'inspection a constaté que l'exutoire était accessible.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : Rejets des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 5.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, exutoire du rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5.2.3 Le rejet des effluents s'effectue dans le fossé d'écoulement rejoignant la rivière l'Euron. Tout rejet direct ou indirect d'effluent résiduaire industriel dans le sol ou le sous-sol est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 10 octobre 2023, l'inspection avait proposé une "susceptible de suite" sur le point de contrôle cité ci-dessus. En effet, l'inspection n'avait pas pu constater que le rejet de l'effluent se faisait dans le fossé d'écoulement rejoignant la rivière Euron.</p> <p>Lors de la visite du 03 octobre 2024, l'exploitant a dégagé des végétations l'exutoire et l'inspection a pu constater que l'écoulement des effluents se dirigeaient, par sur-verse, vers le fossé d'écoulement rejoignant la rivière Euron.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>